

Chapitre 3 : Les finalités de la croissance.

I) La création de richesses et le niveau de vie.

A) La création de richesses

1. La définition de la croissance économique.

*La croissance d'une économie ou d'un pays représente un **accroissement continu et durable sur longue période** de quantité significative et **notamment du PIB** d'un pays. Celui-ci correspond à la création de **biens et services** dans un pays au cours d'une période généralement un an. (C'est la quantité de biens et services créée dans un pays.) En générale, elle s'accompagne de **développement** et de **progrès**.

On ne confond pas la **croissance** et l'**expansion** qui est un accroissement du PIB sur **courte période**. En générale, la **croissance** s'accompagne de **changements structurels**.

(Exemple : on va vers l'urbanisation, le primaire diminue pour aller vers le secondaire qui va vers le tertiaire qui montre le progrès technique) et de progrès économiques.

Quand d'une année sur l'autre, la croissance ralentie mais reste positive, on parle de **récession**.

En revanche, quand la croissance devient négative, on parle de **dépression**.

2. La mesure de la croissance économique.

a) PIB

La croissance est mesurée par l'agrégat PIB. Un agrégat est un indicateur statistique qui mesure les **résultats d'ensemble au niveau d'un pays**, au cours d'une période (un an). Ces agrégats et donc le PIB, sont évalués monétairement car c'est un agrégat quantitatif [*donc en euros (PxQ= euros)*].

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées.

Revient tout le temps en économie :

T0	T1
PIB = P0 X Q0	PIB = P1-Q1 P0 x Q1
Exemple : 10 objets x 100 = 1 000	110 x10= 1 100
10 objets x 100 = 1000	100 x 12 = 1 200

Le taux de croissance d'un pays mesure la variation en pourcentage du PIB entre deux périodes après élimination de la hausse des prix de cette période.

b) La production marchande et non marchande.

PIB = sommes des valeurs ajoutées = production marchande et production non marchande.

*La production marchande correspond à la création de biens et services vendus sur un marché à un prix supérieur au coût de production en vue de réaliser un profit. Elle est réalisée par les entreprises privées mais également les entreprises publiques du secteur concurrentiel (EDF, SNCF).

Elle représente 83 % du PIB.

*La production non marchande correspond à la production de services fournis gratuitement ou quasi gratuitement (prix inférieur au coût de production). Elle est réalisée par les administrations publiques qui agissent au nom de l'intérêt général.

Elle représente 17 % du PIB.

c) Les limites de l'indicateur PIB

C'est un indicateur imparfait pour trois raisons :

- Il n'enregistre pas toutes les productions, en effet, il ne tient compte que de la production réalisée avec du travail rémunéré et déclaré. Ne sont donc pas comptabilisées la production domestique, l'économie souterraine (travail au noir, non déclaré, activités illicites).

Si on le prenait en compte, le PIB serait alors majoré.

- Le PIB sous-évalue puisqu'il comptabilise la production non marchande au coût de production et non au prix du marché.
- Le PIB recense toutes les activités déclarées et rémunérées même si elles sont nocives et diminuent la qualité de vie, exemple l'Erika.

B) Appréciation du niveau de vie d'une population.

1. La définition du niveau de vie

*Le niveau de vie : dépend du revenu. Il mesure la quantité de biens qu'une population donnée peut acheter avec son revenu. Il est souvent assimilé au pouvoir d'achat obtenu à partir du revenu disponible après déduction de l'inflation de la période.

Différence niveau de vie et mode de vie.

La croissance d'un pays permet de distribuer plus de revenu et donc d'augmenter le niveau de vie.

Quand le niveau de vie augmente, cela provoque des changements :

- dans le mode de vie, c'est-à-dire, la manière de dépenser son argent. Car la part consacrée aux dépenses visant la satisfaction des besoins primaires (manger, dormir) diminue au profit des dépenses pour les besoins secondaires.

- La part en pourcentage consacrée à la consommation diminue au profit de la part consacrée à l'épargne.

La notion de qualité de vie est plus large que celle de niveau de vie car elle prend en compte au-delà du pouvoir d'achat des **aspects non matériels liés à l'exercice de liberté** (culturels, politique, religieuse et à l'environnement).

2. La consommation

Elle consiste à utiliser ou acheter des biens et services en vue de satisfaire les besoins des ménages. Avec la consommation, il y a destruction immédiate ou progressive avec la consommation de bien semi-durable (1,2 ans) et de biens durables (>2ans). La consommation dépend essentiellement du revenu des ménages mais quand celui-ci est insuffisant, les ménages peuvent avoir recours à un crédit ou bien puiser dans leurs épargnes.

L'I.N.S.E.E évalue le niveau de vie selon la taille du ménage. Elle dresse un bilan par unités de consommation (membre du ménage).

Valeur en U.c	Membre du ménage
1	1 ^{er} adulte du ménage
0,5	Autres adultes du ménage
0,3	Enfants

3. L'épargne

L'épargne : c'est la partie du revenus qui n'est pas consommée.

$$E = R - C$$

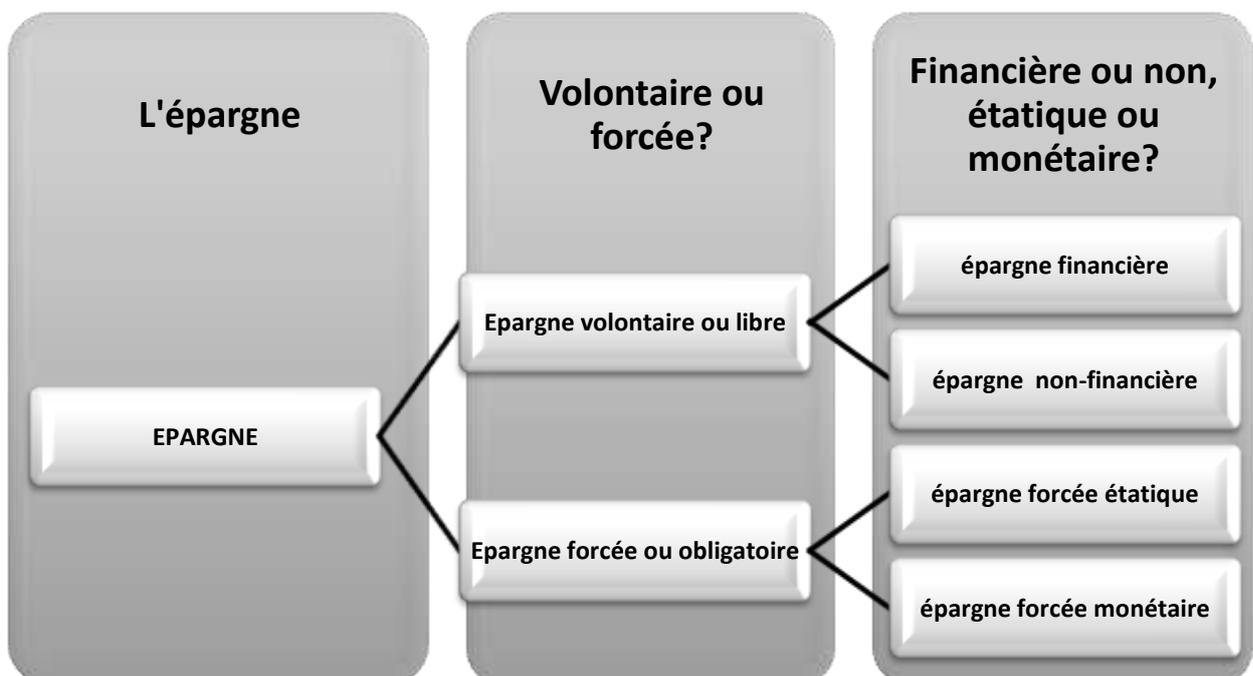
Taux d'épargne des ménages : $E/R \times 100 = 16,8\%$ en 2009.

Dépenses incompressibles 2009 : 33% en moyenne mais 56% pour ménages pauvres.

L'épargne est un flux représentant l'accumulation de l'épargne tout au long de sa vie. Elle est essentiellement constituée à titre individuel mais peut provenir d'un héritage.

4. Les causes de l'épargne

- **Report de consommation**
- **Protection** : épargner pour faire face aux 5 risques sociaux
- **Accumulation du patrimoine** (investissement de ménage)
- **Recherche d'un rendement** : revenus, avantages fiscaux, plus value sur longs termes.



C) Les comparaisons internationales

1. La parité de pouvoir d'achat, ou PPA

C'est un **taux de conversion monétaire** qui élimine les différences d'inflation d'un pays à l'autre pour rendre leur PIB comparable. Le PIB PPA est donné en \$.

2. La comparaison des niveaux de vie.

Dans chaque pays, on calcule le prix d'un **panier type de biens et services** représentant la **consommation moyenne d'un ménage**. Ce panier est ensuite converti en une monnaie fictive : le standard de pouvoir d'achat

II) Le développement économique

A) Distinction entre croissance et développement

1. La croissance, condition du développement

Alors que la **croissance** est un phénomène avant tout **quantitatif** (accroissement du PIB), le **développement** englobe le quantitatif mais met l'accent sur le **qualitatif**. Il se caractérise en effet par la croissance mais s'accompagne d'**améliorations dans les conditions de vie et de bien-être** et provoque des transformations structurelles (économique, social, culturel, politique etc.). Il **ne peut y avoir de développement sans croissance** mais il **peut y avoir croissance sans développement**.

2. Les critères du développement

Critère	Caractéristique
PIB/habitant	
Espérance de vie à la naissance	Nombre moyen d'année à vivre
Taux d'alphabétisation	Pourcentage de la population de plus de 15 ans qui peut lire et écrire.
Taux de scolarisation	Pourcentage d'enfants en âge d'aller à l'école et qui y vont réellement
Taux de fécondité	Nombre d'enfants par femme en âge de procréer (France 2,2)
Taux de mortalité infantile	Nombre de décès au cours de la première année pour mille naissances.

B) Les indicateurs du développement

1. Les limites du PIB/habitant

Il ne **permet pas de mettre en valeur les inégalités** au sein d'une population et ne comptabilise pas l'économie informelle (*très importante dans les pays peu développés*). C'est pourquoi, **deux indicateurs composites** vont être utilisés pour **avoir une vision plus qualitative du développement**.

2. L'indice de développement humain (IDH)

Il comprend le PIB/habitant, l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes et le nombre moyen d'années d'études.

Cet indicateur est évalué entre 0 et 1.

[Statistiques IDH sur « Banque mondiale ».]

3. L'indice de pauvreté humaine

Il combine 3 critères :

- ♥ **Longévité** : pourcentage de décès avant 40ans.
- ♥ **Instruction** : pourcentage d'analphabétisation chez les adultes.
- ♥ **Conditions de vie** :
 - Accès à l'eau potable
 - Accès aux services de santé
 - Enfants de – de 5ans souffrants d'insuffisance pondérale.

C) Les différents niveaux de développement

[Voir chapitre 2]

III) Le développement durable

A) Les objectifs du développement durable

1. Les conséquences de la croissance

La croissance n'a pas que des effets positifs, elle peut parfois s'accompagner d'externalités négatives (cf. Ch1.).

L'épuisement des ressources naturelles

-
Certaines ressources ne sont pas renouvelables et d'autres le sont mais sont surexploitées.

La montée des inégalités

-
Au sein d'un ou entre pays.

Dégradation et risques écologiques

-
Pollutions, gaspillages, déchets, CO², réchauffement climatique etc.

2. Les principes du développement durable.

Le développement durable montre la capacité à satisfaire les **besoin des générations présentes** sans compromettre ceux des **générations futures**.

♥ Origines du développement durable :

C'est en **1968** qu'un groupe de personnalités de plusieurs origines crée le **Club de Rome** et publie un livre appelé **« Halte à la croissance ! »** qui va avoir un retentissement mondial. Ce rapport fit parler de lui pendant 2 ans. Cependant, il fut oublié car non suivi d'applications concrètes. Ce livre représente tout de même le début de la multiplication de réunions internationales et de nouvelles publications jusqu'en 1984 où a été créée officiellement la **Commission Mondiale de l'Environnement et du Développement**.

♥ Principes du développement durable

- * Solidarité avec les générations futures.
- * Solidarité avec toutes les populations de la planète.
- * Principe de précaution : quand les conséquences du progrès technique peuvent être négatives (impact sanitaire, environnemental) et dans le doute, il vaut mieux renoncer à courts termes à le développer.
- * Participation de tous les acteurs de la société civile (responsabiliser).

B) Les indicateurs du développement durable

1. L'empreinte écologique

Indicateur qui mesure la **surface productive nécessaire** à une **population** pour **répondre à sa consommation** quotidienne. *Elle dépasse de 20% les capacités biologiques de la planète. Elle a doublé en l'espace des 30 dernières années. Celle des **pays riches est 6 fois plus importante que celle des pays pauvres.***

2. Le PIB Vert

Le PIB Vert consiste à partir du PIB (évalué en unité monétaire) à soustraire tous les dommages écologiques et sociaux que peut causer la croissance. Inversement, en rajoutant tout ce qui contribue au bien-être de la population comme les infrastructures, la prise en charge par l'État de biens collectifs (culture, etc.).

3. Les indicateurs du bien-être

Ces indicateurs combinent les dépenses de consommations d'un pays auxquelles on ajoute les contributions non-monétaire correspondant à la production Domestique. Cependant, on déduit tout ce qui (dans le social) traduit les inégalités ainsi que tout ce qui touche aux problèmes écologiques.

**Indicateur de bien-être
économique durable /
indice de progrès
véritable**

C) Les politiques de développement durable

1. Les actions menées au niveau international

a) Le protocole de Kyoto (1997) pour 2005-2012.

Cette conférence a fixé un calendrier de réductions des émissions de gaz à effets de serre, considérés comme responsables du réchauffement climatique. Le protocole impose à 38 pays industrialisés de réduire leurs émissions avec des quotas pour chaque année.

b) Le sommet de Copenhague (2009)

Cette conférence a été décevante d'un point de vue décisionnel. On parle alors d'accord à minima qui fixe le principe pour tous les pays de faire des efforts sur la limitation des émissions de gaz à effets de serre.

c) Autres actions

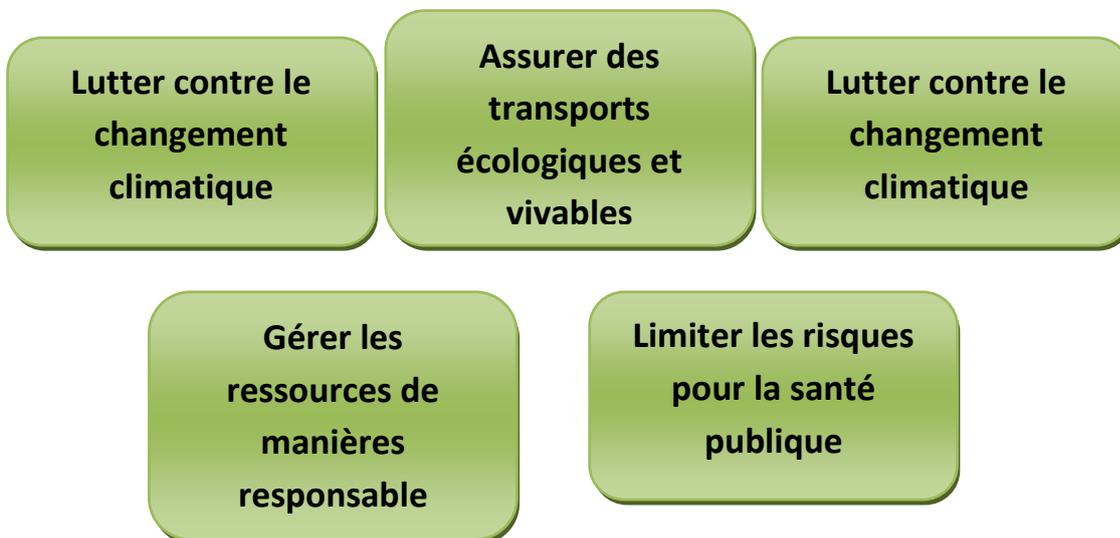
Sommet de Rio (1993) : *pour sauver les espèces menacées de la planète.*

Protocole de Carthagène (2000) : *prévenir les risques de la biotechnologie.*

Journée Mondiale de l'Eau (2007) : *2,4 Mds individus vivent sans installation d'eau accessible. 1,1 Mds n'ont pas accès à l'eau potable.*

2. Les actions au niveau européen

L'Union Européenne a établi une stratégie de développement durable sur longs termes autour de 4 thèmes :



Actuellement, 80% de la réglementation nationale écologique relève des décisions européennes.

Parmi les mesures récentes, les bourses d'échanges de droit à polluer proviennent d'une réglementation européenne. La taxe carbone. Des éco-prêts à taux 0%. Enfin, on constate un développement du « pollueur payeur ».

3. Les actions à l'initiative du marché

- + **Les entreprises** (voir Ch. Management RSE-DD)
- + **La société civile** : Les enfants, comme les adultes, en tant que salarié ou consommateur, sont de plus en plus sensibilisés et éduqués pour avoir un comportement plus écologique.